

# JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP<sup>t</sup> :— 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.  
HORS DU DÉP<sup>t</sup> :— » 6 » 11 » 20

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.  
PARIS : HAVAS et C<sup>o</sup>, 8, place de la Bourse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.  
Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent  
RÉCLAMES — ..... 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Hiver.

Arrivées à	Départs de	Arrivées à	Arrivées à	Arrivées à	Arrivées à	Arrivées à	Arrivées à
CAHORS	CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 <sup>m</sup> matin.	5 h. 10 <sup>m</sup> matin.	6 h. 53 <sup>m</sup> matin.	10 h. 12 <sup>m</sup> matin.	10 h. 28 <sup>m</sup> matin.	10 h. 45 <sup>m</sup> matin.	4 h. 27 <sup>m</sup> soir.	12 h. 45 <sup>m</sup> matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 40 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	* * *	» 4 » soir.

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20<sup>m</sup> matin.  
Arrivée à Cahors — 7 h. 55<sup>m</sup> soir. } Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25<sup>m</sup> matin.

Cahors, 7 Avril.

Le Conseil général du Lot se réunit après-demain lundi, 9 avril, en même temps que tous les autres Conseils généraux.

Cette session aura, sur tous les points de la France, une importance exceptionnelle. Les intérêts départementaux qui y seront débattus ne sont pas aussi étendus que ceux de la grande session du mois d'août; mais, dans leurs entretiens particuliers en dehors des séances officielles, les représentants cantonaux auront à se préoccuper de l'avenir de nos institutions, et à échanger leurs idées sur les moyens les plus efficaces de faire triompher la cause de l'ordre légal, de la liberté et de la conservation dans les prochaines élections pour le renouvellement des Conseils généraux et des Conseils municipaux.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les conseillers généraux et les conseillers municipaux qui seront nommés aux élections prochaines seront appelés à prendre part aux élections sénatoriales de 1879. Dans le renouvellement par tiers des sénateurs, la série sortant en 1879 est la série B, qui compte à peu près en entier la minorité bonapartiste du Sénat, et seulement 21 membres du centre-gauche et du centre-droit constitutionnel. On sait que le département du Lot fait partie de cette série B.

Nous ne croyons pas qu'il y ait quelque chose de plus indispensable pour la France, que de travailler à exclure absolument les bonapartistes. Ils sont non-seulement une protestation vivante contre la loi, mais aussi une protestation contre la paix de l'extérieur et la pratique du libre gouvernement à l'intérieur. Il a suffi de dix-huit années de pouvoir entre les mains de leur dynastie, pour que la glorieuse et traditionnelle influence de la France se soit effondrée. Eux seuls et leur dynastie parjure sont responsables des incertitudes de notre lendemain, au milieu des événements qui se produisent en Europe.

Dans ces heures de décadence qui se précipitent de 1852 à 1870, le gouvernement qui s'était installé par le crime, s'efforçait d'imposer silence au pays en déclarant qu'il donnait satisfaction aux intérêts purement matériels. Les masses crédules ne voyaient pas que la cause vraie de l'amélioration dans le bien-être n'était autre que la transformation du monde par la vapeur et l'électricité, c'est-à-dire par la suppression des distances, et

que tout autre gouvernement que celui d'un Bonaparte eût réalisé des merveilles, tandis que nous restions bien au-dessous de l'Angleterre, de la Suisse et de l'Allemagne pour la construction des voies ferrées et des télégraphes.

Mais ce que nous devons constater

directement personnels, qui doivent diriger dorénavant nos actes et nos votes.

Nous souhaitons que nos conseillers généraux, appartenant à toutes les opinions hostiles à l'Empire, se mettent d'accord pour qu'il se forme dès ce moment une ligue au milieu de nous contre les candidats bonapartistes, pour le conseil général et les conseils municipaux, aux élections des mois de juillet et de novembre prochain. Qu'on lise plus loin les détails relatifs à l'échec de M. Noubel, comme conseiller général dans le canton de Tournon, limitrophe du Lot. Un grand exemple a été donné par ce canton, qui vient d'attirer sur lui l'attention reconnaissante de tous les journaux et de tous les esprits indépendants. Cet exemple doit nous encourager et nous guider.

L'année dernière, le Lot a nommé des représentants hostiles à la Constitution, c'est-à-dire ennemis du Gouvernement. Nous avons déjà dit et nous répétons que c'est une situation bien défavorable pour un département comme le nôtre, qui a tant besoin de ne pas protester contre le sentiment de la France qui ne veut point des Bonaparte. Il faut absolument qu'il saisisse l'occasion qui lui est offerte. Nous avons confiance qu'il ne faillira pas à ce devoir, et nous prions instamment tous nos conseillers généraux, adversaires de l'Empire, de se réunir et de s'entendre pour semer autour d'eux le bon conseil et la bonne parole.

## CORRESPONDANCE

Versailles, 6 avril 1877.

La dissolution du comité catholique de Paris a produit dans le monde religieux une impression qui est loin d'être calmée. Je n'entreprendrai pas de discuter la mesure prise par le ministre de l'intérieur. Toutefois, je crois qu'il est bon de rappeler, en écartant préalablement du débat, tout espèce de parti-pris, qu'en agissant ainsi le gouvernement a voulu se mettre à l'abri de toute réclamation de la part des républicains, et que son but a été de bien établir qu'il entendait traiter sur le même pied d'égalité les associations catholiques aussi bien que les associations laïques. On se rappelle, en effet, que l'année dernière, au cours d'une des sessions parlementaires, M. Lockroy réclama pour les chambres syndicales d'ouvriers, le droit d'association ou, si vous aimez mieux, d'affiliation. M. de Marcère, alors ministre de l'intérieur, répondit par un refus et démontra le danger qu'il y aurait à permettre la fédération des chambres syndicales.

Le parti conservateur approuva la ré-

ponse du ministre et la doctrine qu'il avait émise sur la question. Or, c'est précisément l'application de cette doctrine que M. J. Simon vient de faire en prenant l'arrêté qui a dissous le comité catholique, il n'a pas entendu refuser aux catholiques le droit de s'associer, mais il a voulu établir le droit qu'avait le gouvernement de s'opposer à l'affiliation des cercles catholiques entre eux. J'ai tenu à bien préciser ce point, et je crois qu'il serait injuste d'avoir voulu prêter à M. Jules Simon des intentions qu'il n'a certainement pas eues. On sait d'ailleurs que M. Jules Simon, tout en professant la doctrine de la libre pensée, a toujours manifesté pour le catholicisme des sentiments de tolérance qui lui ont plusieurs fois mérité les reproches de ses coreligionnaires politiques.

Il est une autre question qui préoccupe également l'opinion publique; je veux parler du renouvellement des conseils municipaux.

On se rappelle que d'après la loi municipale de 1855, les municipalités devaient être renouvelées tous les six ans. En 1871, une loi organique de l'Assemblée nationale décréta que ce renouvellement aurait lieu tous les trois ans. Or, actuellement deux opinions ou plutôt deux interprétations sont en présence. Les uns estiment que la loi organique de 1871 a été une loi d'exception qui n'a statué que pour une fois, et que par conséquent nous sommes encore sous l'empire de la loi de 1855, c'est-à-dire que les conseils municipaux ne doivent être renouvelés qu'en 1880. Les autres pensent, au contraire, que la loi organique municipale de 1871 a virtuellement abrogé le décret de 1875; que la loi de 1871 est toujours en vigueur et qu'en conséquence, les élections municipales ayant eu lieu en 1874, le gouvernement doit procéder avant la fin de l'année actuelle, au renouvellement des municipalités. Je crois savoir que le gouvernement s'est rangé à cette dernière opinion, et qu'il a été décidé que les élections municipales auraient lieu dans le courant de 1877.

M. Jules Simon sera de retour à Paris dimanche matin.

On assure que dans le conseil qui sera tenu lundi, M. le garde des sceaux soumettra à la signature du Président de la République la première partie du mouvement judiciaire, dont il est depuis longtemps question.

Le tribunal correctionnel de Paris (8<sup>e</sup> Chambre) a condamné aujourd'hui M. Paul de Cassagnac à 2 mois de prison et 3,000 fr. d'amende. M. Piel, gérant du journal *le Pays* a été condamné à 1,000 fr. d'amende.

Le *Radical* est poursuivi pour outrage aux bonnes mœurs à l'occasion de la publication de la gaudriole chantée au fameux banquet du *Gras double*.

C'est le samedi soir, 31 mars,

que le prince de Bismarck écrivit à l'empereur d'Allemagne pour lui donner sa démission. Le prince impérial se rendit aussitôt, par ordre de son père, auprès du prince de Bismarck, et lui déclara que sa démission ne serait pas acceptée. Le chancelier refusa d'abord de la retirer; il alléguait ses crises nerveuses et ses douleurs rhumatismales. Sur les instances directes de l'empereur Guillaume, il a fini cependant par céder; mais à la condition d'avoir un an de congé, et il a annoncé son intention de partir immédiatement pour Varzin.

Le *Journal des Débats* a publié la dépêche explicative suivante :

« Je puis vous assurer de bonne source que la retraite du prince de Bismarck a plusieurs causes, qui sont d'abord son état de santé, puis certaines difficultés intérieures, et enfin les démêlés au sujet du général Stosch. Le prince prend un congé d'un an et se retire à Varzin, accompagné de son fils comme secrétaire particulier. Tous les bruits relatifs à un dissentiment avec le prince héritier sont erronés; il règne entre ces deux importants personnages les meilleurs et les plus cordiaux rapports. Le prince de Bismarck n'aura pas de successeur; son ressort sera divisé en deux départements, celui des affaires étrangères aura M. de Bülow comme chef, celui de l'intérieur aura M. Camphausen. »

D'après le *Français* et d'autres journaux, la presse ne saurait en cette circonstance, user de trop de prudence et de circonspection. Il convient qu'elle attende pour apprécier les causes vraies et la portée réelle de l'événement. Ce ne serait pas la première fois, d'ailleurs, que M. de Bismarck aurait fait une fausse sortie.

L'élection de Tournon, qui a été une défaite pour le parti bonapartiste, inspire à la *Gazette de France* les excellentes réflexions qui suivent et dont nous recommandons spécialement la lecture à ceux qui seraient tentés de se laisser prendre aux tartuferies des bonapartistes.

« On sait quel est le jeu des bonapartistes : faire échec par tous les moyens aux candidats royalistes, ne laisser en présence que les partis révolutionnaires, pour persuader au pays qu'il n'y a plus à choisir entre la démocratie césarienne et la démocratie républicaine.

« Partout où un candidat royaliste se porte, les bonapartistes lui refusent leurs voix, se répandent en calomnies contre lui, rééditant tous les mensonges que la haine révolutionnaire a pu inventer contre la monarchie française. Ancien régime, privilèges aristocratiques, droits féodaux, dîmes, gabelles,





